

## Conférence de presse du 23 octobre 2002 à propos des privatisations

Marie-George Buffet, Secrétaire nationale du PCF, députée de Seine-Saint-Denis

(extraits)

**L**e 3 octobre dernier, plusieurs dizaines de milliers de salariés d'EDF et de GDF étaient dans la rue. Ils avaient été rejoints par de nombreux salariés d'autres entreprises publiques inquiets. Nous avons en commun ce combat pour que l'Etat assume ses responsabilités, fasse prévaloir l'intérêt général, et réponde aux besoins dans un souci d'équité.

Aujourd'hui, tout, dans la politique gouvernementale vise à réduire l'Etat à la portion congrue. En réalité, le pragmatisme dont Jean-Pierre Raffarin et son équipe nous rebattent les oreilles n'est rien moins qu'une démission consciente et organisée du politique au profit du marché et de la loi du plus fort. Pour progresser vers cette objectif, ils font appels aux poncifs les plus éculés et aux réflexes populistes les plus bas. Ainsi la privatisation serait un progrès... C'est pourtant cette conception qui a conduit France Télécom dans cette impasse et qui nous fournit aujourd'hui de nombreux exemples de faillites et d'échecs traduisant une crise profonde du système capitaliste mondialisé... Le Premier ministre a beau jeu de parler de « financiarisation excessive » de l'économie. Les mots ne suffisent pas.

... Les privatisations prévues n'auront pour seul résultat que de livrer à la course aux profits, et au règne des actionnaires, des entreprises publiques et des secteurs entiers de notre économie à l'encontre le développement durable et juste des capacités humaines. La situation extrêmement dépressive des marchés financiers reste un obstacle croissant qui risque d'accroître cette tendance lourde à mutualiser les pertes et à privatiser les bénéfices...

On voudrait nous faire croire, y compris certains à gauche, qu'il faut différencier le secteur public marchand du secteur public non-marchand. Je ne crois pas au bien-fondé de cette subtile distinction. Je pense même que Jean-Pierre Raffarin entend nous montrer avec la décentralisation que tout peut se marchander.

... Entre 1997 et 2002, les ouvertures de capital et les cessions de titres ont rapporté à l'Etat 31 milliards d'euros. En proportion le rythme des privatisations partielles ou totales avec la gauche plurielle est nettement supérieur à celui adopté par Alain Juppé et presque comparable à celui d'Edouard Balladur... Je crois que face à cette réalité, le parti communiste n'a pas pu peser suffisamment. Nous avons protesté contre les ouvertures de capital à France Télécom, estimant que le processus de privatisation totale était engagé. Nous avons essayé de résister aux pressions libérales dans le processus d'ouverture du capital à Air France. Le bilan aujourd'hui n'est pas très concluant.

... Avec le recul, en regardant autour de nous la puissance des forces capitalistes, je crois effectivement que toute ouverture de capital porte en elle trop de risques.

... Je sais que le monde du travail et les couches populaires dans leur ensemble, que les salariés du secteur public, ont trop souvent eu le sentiment que nous les avions abandonnés... Sur cette question essentielle des privatisations, je crois que c'est vrai. Nous n'avons pas assez su faire vivre notre autonomie et mettre en débat les obstacles rencontrés.

Aujourd'hui, il nous faut riposter. Riposter et construire dans le même mouvement des perspectives, une alternative, en tirant tous les enseignements des années passées. Dès aujourd'hui, nous voulons au contraire utiliser le répit que le gouvernement de la droite est amené à donner à Air France pour mobiliser largement. Nous entendons le faire en avançant d'autres solutions pour répondre aux défis très profonds de renouvellement auxquels sont confrontées les entreprises publiques. Nous en voyons quatre particulièrement :

- construire des coopérations européennes et internationales très intimes de long terme ;
  - mobiliser de nouveaux financements importants, ce qui peut passer par l'essor d'un nouveau crédit à très bas taux d'intérêt favorisant l'emploi, la formation et la recherche au lieu de l'appel au marché financier ;
  - une transformation en profondeur des gestions avec de nouveaux critères d'efficacité sociale, au lieu du faux dilemme entre le maintien de la bureaucratie d'Etat ou la fuite en avant dans la rentabilité financière ;
  - une intervention large des salariés et des usagers sur tous les enjeux de renouvellement avec des droits et des pouvoirs pour changer l'orientation des gestions des entreprises publiques.
- Ainsi, au-delà même de leurs missions traditionnelles de service public confortées, les entreprises publiques pourraient chercher à assumer de nouvelles responsabilités pour un co-développement : contribuer à sécuriser l'emploi et la formation, impulser un nouveau type de croissance économe en moyens matériels et financiers, répondre, en fait, à des fins de développement humain et durable sur tous les territoires sans élitisme ni exclusion.

Avec tous ceux qui ont envie de prendre cette question à bras le corps, avec les salariés, les citoyens, nous voulons travailler pour défendre et développer les entreprises publiques. Pour que cette riposte soit forte, il faut que les communistes, y soient pleinement engagés en tant que tels, qu'ils se battent, qu'ils inventent. C'est pourquoi nous avons décidé de constituer une Coordination Anti-Privatisation pour une Alternative de Progrès (CAPAP) ouverte à tous. Elle est née des chantiers de la transformation sociale que nous avons initiés dans le cadre de notre congrès. D'autres initiatives ont déjà pris corps dans lesquelles des communistes sont engagés. Nous voulons travailler ensemble.

... Dans la pratique, la coordination sera organisée sous la forme d'un réseau permettant la conjonction de toutes les forces autour de la bataille à mener sur le secteur et les services publics. Un tel réseau devrait permettre dans un premier temps de dresser un bilan citoyen des privatisations avec un travail méticuleux d'enquête et d'organiser des rencontres, des forums aux niveaux régionaux, nationaux et européen pour concevoir, faire discuter et prévaloir d'autres solutions.

La droite qui dit défendre une société du travail, défend en fait une société des actionnaires - un leurre pour les salariés, une société de l'exploitation, une société du capital. Les privatisations mènent dans l'impasse... Il y a mieux à faire. En toute humilité, mais avec détermination, nous sommes prêts à engager cette bataille politique, à la faire grandir, à la faire gagner. n